



**PRÉFÈTE  
DE L'AVEYRON**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement, de  
l'Aménagement et du Logement d'Occitanie**

**UNITÉ INTER-DÉPARTEMENTALE TARN-AVEYRON**

Arrêté n° 12-2025-12-24-00003 du 24 décembre 2025

**prolongeant l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 12-2025-4-9-1 notifié le 9 avril 2025 à  
la société BRIANE Jean implantée Chemin du Pré de Bouques à LÉDERGUES (12170)**

---

**LA PRÉFÈTE DE L'AVEYRON**  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

- Vu** le Code de l'environnement [C.E.);
- Vu** le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de Mme Claire CHAUFFOUR-ROUILLARD en qualité de préfète de l'Aveyron ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 12-2025-10-27-00001 du 27 octobre 2025 portant délégation de signature à Madame Véronique ORTET, secrétaire générale de la préfecture de l'Aveyron ;
- Vu** l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 26 novembre 2012 relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** les arrêtés préfectoraux complémentaires n°2010-351-06 du 17 décembre 2010 et n°2014-297-0009 du 24 octobre 2014 autorisant la société BRIANE Jean à exploiter une installation de transit de déchets industriels provenant d'installations classées ainsi qu'un stockage et activité de récupération de déchets de métaux et d'alliages, de résidus métalliques, d'objets en métal et carcasses de véhicules hors d'usage ;
- Vu** l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°12-2025-4-9-1 du 9 avril 2025 ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées du 7 mars 2025 ;
- Vu** le courriel du 21 novembre 2025 de l'exploitant demandant prolongation de la mise en demeure ;
- Vu** l'absence d'observation de la société BRIANE Jean sur le présent projet d'arrêté ;

**Considérant** que lors de l'inspection du 26 février 2025 il a été constaté que l'exploitant n'a pas respecté la prescription des articles suivants de l'arrêté ministériel susvisé (rubrique 2712-2), qui disposent :

25 – Rétention des pollutions accidentelles

[...]

*V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être*

*pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.*

*Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation.*

*[...]*

**Considérant** que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 25 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 de la nomenclature des I.C.P.E. ;

**Considérant** que l'exploitant a fourni en septembre 2025 les analyses des eaux de rejet du site et qu'il n'y a plus lieu de le mettre en demeure sur ce point relevant de l'article 31 de l'arrêté ministériel susvisé ;

**Considérant** que l'exploitant ne dispose pas de bassin de rétention mais qu'il a fourni l'étude de septembre 2025 des solutions techniques envisagées pour la réalisation du dispositif de rétention des eaux d'incendie ou souillées du site ;

*Sur proposition de l'Inspection des installations classées,*

## **- A R R Ê T E -**

### **Article 1<sup>er</sup> - Prolongation de mise en demeure**

Le délai de l'article 1 de l'arrêté du 9 avril 2025 mettant en demeure la société BRIANE jean, qui exploite une installation implantée Chemin du Pré de Bouques à LEDERGUES (12170) de respecter les prescriptions de l'article 25 - *Rétention des pollutions accidentelles*, de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé, est prolongé jusqu'au **31 mars 2026**.

Durant ce délai l'exploitant informe l'Inspection des installations classées du choix de l'entreprise retenue pour réaliser les travaux, adresse le devis accepté et un planning d'exécution des travaux.

### **Article 2 – Obligations**

Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1 ne serait pas satisfaite, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues aux articles L. 171-8 et L. 521-18 du C.E.

### **Article 3 - Délais et voies de recours**

Conformément à l'article L. 171-11 du C.E., la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Toulouse soit par voie postale (68, rue Raymond IV, BP7007, 31068 Toulouse Cedex 07), soit par Télérecours accessible à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

1° Par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée,

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

### **Article 4**

Une copie du présent arrêté demeurera déposée à la mairie de Lédergues pour y être consultée par toute personne intéressée.

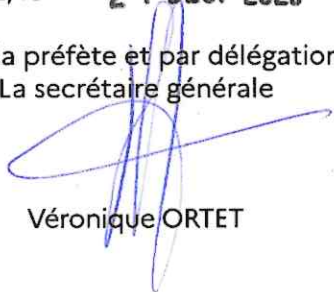
Conformément à la réglementation en vigueur, cet arrêté sera aussi publié sur le site internet de la préfecture de l'Aveyron pendant une durée minimale de deux mois.

**Article 5**

La secrétaire générale de la préfecture de l'Aveyron, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Occitanie, le maire de la commune de Lédergues sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aveyron.

Rodez, le **24 DEC. 2025**

Pour la préfète et par délégation  
La secrétaire générale



Véronique ORTET